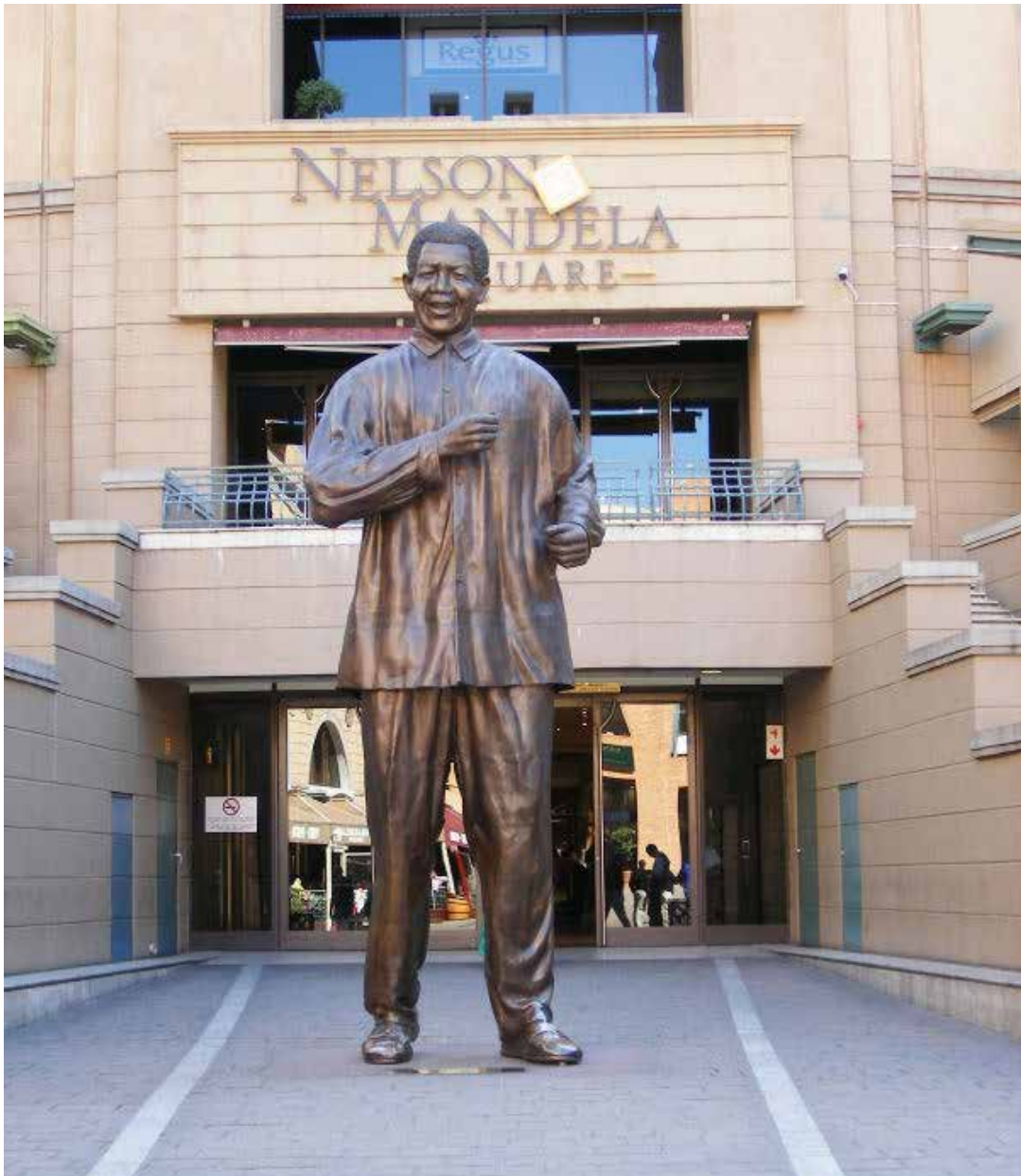




Rapport Annuel
2015

« Tant qu'un homme n'a pas découvert quelque chose pour lequel il serait prêt à mourir, il n'est même pas apte à vivre. »

Martin Luther King



Mandela Square, Johannesburg (Afrique du sud)

Sommaire

05 *Mot du président*

07 *Revue de l'année 2015*

10 *Conseil
d'administration*

12 *Membres de la
Direction Générale*

15 *Rapport de gestion*

20 *Nos projets futurs*

21 *États financiers 2015*

32 *Rapport d'audit*



Dr Paul K. FOKAM
Président

Le message du Président

“ *Le travail est une source
de richesse inépuisable* ”

Messieurs les Actionnaires,

Chers partenaires

À l'aube de l'année 2016, permettez-moi, au nom de mes collègues administrateurs, de vous présenter le rapport annuel d'Afriland First Group pour l'exercice clos au 31 décembre 2015.

L'année 2015 a été marquée par une conjoncture économique internationale défavorable, en raison de la chute du cours des principales matières premières, du développement du terrorisme international et de l'accélération de la crise économique.

En effet, l'économie mondiale a connu une rupture majeure après la grande crise des années 2008/09, avec l'avènement des économies émergentes comme principales locomotives de croissance d'un monde global mis à mal par une finance à la régulation insuffisante. Durant cette période, les nouvelles économies, avec une croissance annuelle moyenne de 5.64% ont sauvé le monde de la récession et du spectre de la déflation. En comparaison, la croissance économique moyenne des pays développés était de 0.27%.

L'Afrique, bénéficiant du changement de rapport de force de l'économie mondiale, a essayé d'engager des politiques qui lui permettront de sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de renouer avec la croissance.

Ainsi, la croissance moyenne du continent (5.54%) a été nettement supérieure à celle des pays développés (2.85%) et à celle de l'économie mondiale (3.20%) dans les années pré-crise (2000-2007). Le retour de la croissance sur le continent s'est accompagné par l'amélioration de la situation macro-économique avec une situation

budgétaire positive à 1.7% du PIB et un compte courant positif à 2.1% entre 2004 et 2008.

Mais avec la nouvelle chute du cours des matières premières, l'économie de l'Afrique replonge progressivement dans un marasme économique et une croissance molle.

L'économie suisse, quant à elle, a maintenu non seulement un bon niveau de croissance, mais a également vu le cours de sa monnaie s'apprécier par rapport au dollar et à l'euro. Cela a pesé sur la situation de notre entreprise.

Chers collègues, cet environnement peu reluisant est venu renforcer les inquiétudes et les incertitudes des acteurs du monde économique, du monde de la finance et des régulateurs du secteur financier. Les réformes en cours dans les différents secteurs vont entraîner des charges supplémentaires dans nos comptes 2015, 2016 et éventuellement 2017.

Il s'agit, pour l'essentiel, des réformes pour une meilleure application du dispositif KYC (know Your clients), et pour la mise en œuvre du FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act) issus de la loi américaine, enfin, de la montée des risques opérationnels qui sont les résultantes du terrorisme international, du blanchiment d'argent et des évasions fiscales.

En raison de cette montée fulgurante du risque opérationnel, notre Conseil d'Administration a continué à accorder à ce contexte distinctif une attention particulière durant l'année 2015. Cette précaution sera poursuivie et renforcée tout au long de 2016 et de 2017, tant au niveau

de la formation des hommes, notre capital le plus précieux, qu'au niveau de nos systèmes d'exploitation et de maîtrise de risque.

Malgré ces tendances lourdes, le développement des nouvelles technologies favorise les innovations et la concurrence dans le secteur financier mondial, qui continue de se développer.

Ces trois prochaines années, nos principales concentrations seront d'innover dans la finance islamique pour adapter nos produits aux us et coutumes de notre clientèle et de nous préparer à affronter les défis qu'apportent les nouvelles technologies de communication dans les différents secteurs d'activité.

Avec nos partenaires, nous allons conjuguer nos efforts pour propulser, non seulement le développement de l'industrie africaine, mais également l'accroissement des échanges interafricains pour permettre à notre continent de participer significativement à la table du partage du gâteau mondial.

Messieurs et chers collègues, l'année 2016 sera essentiellement orientée vers la consolidation et le développement des licences déjà acquises. La mobilisation, auprès de nos partenaires, de nouvelles ressources sera notre atout majeur pour réaliser nos ambitions.

Au plan de notre responsabilité citoyenne, nous allons poursuivre avec nos partenaires traditionnels – ADAF, DEG, MISEROR et FMO – notre action de promotion de la création de richesse en milieu défavorisé dans l'objectif de sortir, en 2018, plus de 4 millions de personnes, en direct, du cercle vicieux de la pauvreté. Les pays cibles seront la Guinée, le Cameroun, la République Démocratique du Congo et le Burkina Faso.

Chers partenaires, cette année, nous avons consolidé notre stabilité en fortifiant nos fonds propres de 1,5% au 31 décembre 2015, pour les porter à 426,5 millions d'euro.

Le montant des dépôts à la fin de l'exercice clos au 31 décembre 2015 est de 1'909 millions d'euro, ce qui représente une augmentation de 3,4% par rapport à l'année précédente.

Le total des prêts aux clients a crû cette année de 7%, pour se placer à 1'880 millions d'euro au 31 décembre 2015.

Le total bilan de notre groupe à la fin de l'exercice 2015 est de 2'761 millions d'euro, soit un renforcement de 2,3% par rapport à 2014.

Nous clôturons, au 31 décembre 2015, avec un bénéfice net avant impôt de 34 millions d'euro contre 37 millions d'euro pour l'exercice précédent, soit un ralentissement de 7%.

Cet amenuisement de performance est la résultante de notre politique de renforcement des provisions pour risques et de notre concentration sur les centres de profit plus promoteurs. Nous avons, enfin, pour la consolidation des fonds propres proposé d'affecter le résultat de l'exercice en réserves.

Chers collègues, votre engagement et votre volonté de construire ensemble le futur d'une Afrique innovante et proactive nous persuadent d'envisager un avenir radieux.

Nous avancerons unis, avec la volonté de Dieu tout puissant, pour l'essor de notre continent.

Je me permets de renouveler ma profonde reconnaissance envers mes collègues du Conseil d'Administration, envers tous les exécutifs de notre institution et surtout aux unités qui se sont dévouées pour notre but commun. J'admire leur motivation, leur assiduité et leur engagement.

Par la grâce de Dieu, je les enrôle dans l'objectif de toujours mieux accompagner l'avenir économique de l'Afrique.



Dr. Paul K.FOKAM
Président

Revue de l'année 2015

Chiffres clés

**Fonds propres
globaux**

426 Millions €

Capitaux propres

229 Millions €

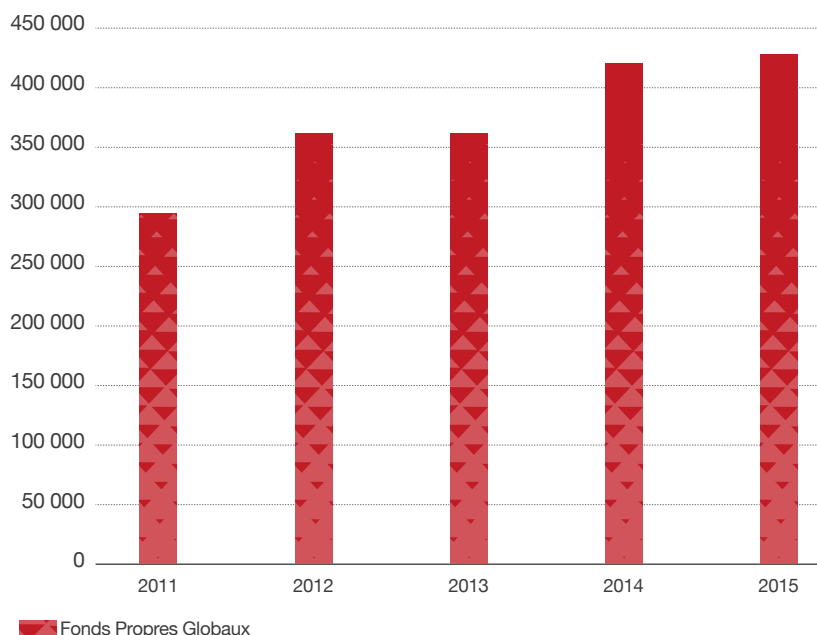
**Réserves et
provisions pour
risques généraux**

197 Millions €

Total des actifs

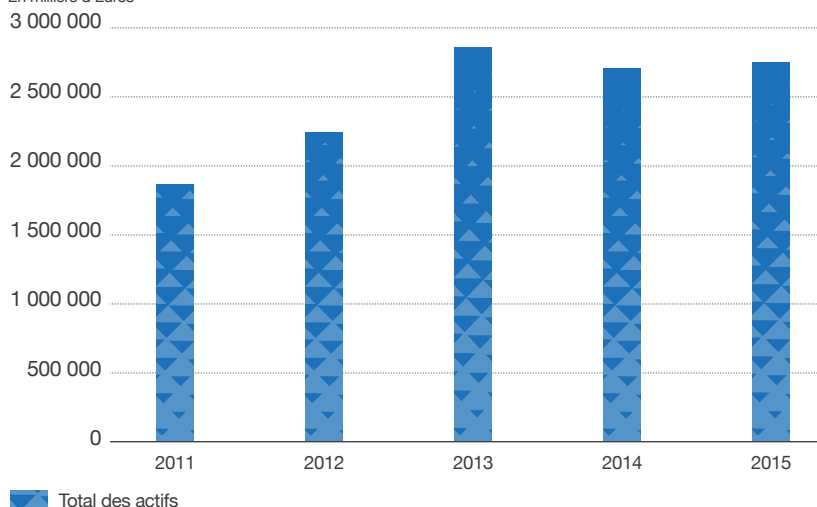
2 761 Millions €

En milliers d'Euros



Une solidité financière en constante amélioration

En milliers d'Euros



Le total des actifs continue de progresser malgré l'impact négatif de la crise des matières 1eres sur les économies de nos principaux pays d'investissement. Face à cette crise économique qui perdure, nous avons opté pour un recentrage de nos activités et un renforcement de notre politique de prudence.

Revue de l'année 2015

Chiffres clés

Total dépôts

1,965 Millions €

Total Prêts

1,880 Millions €

Rendement des capitaux propres

8 %

Tiers one ratio

12 %

En milliers d'Euros

2 500 000

2 000 000

1 500 000

1 000 000

500 000

0

2011

2012

2013

2014

2015

Total prêts

Total dépôts

35%

30%

25%

20%

15%

10%

5%

0

2011

2012

2013

2014

2015

Rendement des capitaux propres

Malgré le contexte de morosité économique généralisée, la solidité et la solvabilité du Groupe continue d'être renforcées. Le Tiers 1 ratio, gage général des créanciers, progresse légèrement pour se situer à 12,20% au 31/12/2015.

La rentabilité des capitaux propres baisse de 3 points du fait :

- de la baisse significative des activités dans l'une de nos principales filiales
- du renforcement de notre politique de prudence
- de la cession de certains actifs en Zambie pour des raisons de recentrage du Groupe

Pour une Afrique Digne et Prospère

Notre Vision

La Banque Africaine
du 3ème millénaire

Notre Mission

Etre et rester une banque performante au service du développement harmonieux de l'Afrique.

Nos Valeurs

- Le travail est la seule source de richesse, de croissance personnelle et d'entreprise.
- L'intérêt de la clientèle est notre priorité.
- La courtoisie, l'humilité, le développement personnel et l'information sont sources de progrès.
- L'épargne est la clé du progrès social et économique.
- Liberté, équité et responsabilité sont nos valeurs cardinales.

Conseil d'Administration



Dr. Paul K.FOKAM

Président

Dr. Paul K. FOKAM est le Président de Afriland First Group. Il est par ailleurs chercheur, fondateur et Président de l'Université panafricaine PKFokam Institute of Excellence.

Sa vision est de restaurer la dignité africaine. L'axe de ses travaux de recherche réside dans la défense et la promotion de la condition des pauvres, et leur insertion dans le processus de création de richesse. Il a inventé le modèle MC2, force motrice de création de la richesse parmi les pauvres. Ce modèle est à présent appliqué dans plusieurs pays africains, avec un succès appréciable.

Auteur prolifique, il est membre du Conseil d'administration de plusieurs organisations internationales.



M. ELSON NG KENG KWANG

Membre du conseil d'administration

M. Elson Ng a occupé, entre 1998 et 2013, les fonctions de Directeur Exécutif, Directeur Général Opérationnel, Président et CEO

puis Président Projets Stratégiques chez GMG Global Ltd, société cotée sur la bourse de Singapour.

Auparavant, Il a passé 30 ans dans le monde bancaire dont 7ans chez Wells Fargo Bank et 10 ans chez Bank of Hawaii où il a dirigé les Opérations Asiatiques en tant que Directeur Général Délégué.



M. BEN ZWINKELS

Membre du conseil d'administration

M. Bernardus ZWINKELS a été Senior Investment Manager au département Private Equity de FMO.

A ce titre, il a occupé divers postes dans des sociétés dans le secteur financier de l'Afrique. Actuellement, il est président du Groupe AfricInvest, ainsi qu'administrateur de la Bank of Africa, de la Bank of Africa Madagascar, Bank of Africa Kenya et à la NMB Bank Zimbabwe.



M. ABDELHAKIM BEN HAMMOUDA

Membre du conseil d'administration

M. A. Ben Hammouda est un économiste de renommée internationale. Il a travaillé dans plusieurs institutions internationale

dont la Banque Africaine de Développement comme Conseiller Spécial du Président. Auparavant, il a été le Directeur de l'Institut de Formation et de la Division de la Coopération Technique à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).



M. VALERY FOKAM

Membre du conseil d'administration

M. Valery FOKAM est le Directeur Général de SITRACEL S.A. Ingénieur électrotechnicien, Il est aussi membre

du Conseil d'Administration de SAAR Cameroun, membre du Comité d'Audit de la banque CCEIBANK GE en Guinée Equatoriale

Membres de la Direction Générale



M. ABDELHAKIM BEN HAMMOUDA

Vice-président exécutif et Conseiller spécial

M. A. Ben Hammouda est un économiste de renommée internationale. Il a travaillé dans plusieurs institutions internationale dont la Banque Africaine de Développement comme Conseiller Spécial du Président. Auparavant, il a été le Directeur de l'Institut de Formation et de la Division de la Coopération Technique à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).



M. JEAN-PAULIN FONKOUA KAKE

Vice-président exécutif

Ingénieur informaticien, M. Jean-Paulin FONKOUA est Vice-Président exécutif en charge de l'Organisation, de la Conformité, des Méthodes et Systèmes d'information.



M. JEAN-PAUL KAMDEM

Directeur financier et des risques

M. Jean-Paul KAMDEM est le CFO et Directeur des Risques d'Afriland First Group. Il assure aussi les fonctions de Directeur du Bureau de Représentation de Paris.



M. JOSEPH TOUBI

Vice-président exécutif

Ingénieur diplômé de l'Ecole Centrale de Paris, M. Joseph TOUBI est Vice-Président exécutif en charge des Risques, du Développement et des Relations internationales.

Notre responsabilité sociale

Notre responsabilité sociale nous impose un engagement vis-à-vis de nous-mêmes, vis-à-vis de notre continent, vis-à-vis de l'humanité toute entière.

C'est la raison pour laquelle depuis plus de 25 ans, notre banque a toujours œuvré pour la promotion de la richesse en milieux pauvres, et plus spécialement dans la population féminine qui nous semble la plus vulnérable, mais avec une réelle volonté de vaincre la pauvreté.

C'est le cas de la MUFA de Ratoma, créée avec le soutien du Pr Alpha CONDE, Président de la République de Guinée et le soutien inlassable de la DEG et de MISERIOR.

Avec la DEG, nous ne nous préoccupons pas seulement du profit, mais surtout de la meilleure distribution des richesses dans toutes les couches de la population.

Après Ratoma, Dixinn, Kaloum et bien d'autres communes, c'est plus de 200 groupes de femmes qui vont pouvoir profiter d'un cadre d'incubation des entrepreneurs et du capital de 1 milliard de francs guinéen à un taux bas et compatible avec l'accélération de la création de richesse en milieux pauvres.

DEG, partenaire privilégié du réseau MC²-MUFA



Inauguration Muffa Dubreka (Guinée) par Mme Condé (Première dame de Guinée) et Mme Fesfaye (Première dame d'Ethiopie)

L'environnement économique international

La situation de l'économie mondiale et la faiblesse de la croissance sont au cœur des inquiétudes et des préoccupations des responsables politiques, des institutions internationales ainsi que des experts économiques. En effet, l'économie mondiale n'est jamais parvenue à retrouver son rythme de croissance d'avant la grande crise financière de 2008-2009. Depuis, la croissance reste atone et fragile. Les différentes politiques économiques mises en place notamment les politiques monétaires expansionnistes des grandes banques centrales, à l'instar de la FED, la BCE et la Banque du Japon n'ont pas réussi à redonner de l'optimisme aux investisseurs, et permettre aux principales économies européennes et mondiales de retrouver une croissance plus marquée.

Cette faiblesse de la croissance mondiale est au centre des interrogations et des questions des principaux responsables internationaux. Ainsi, Christine Lagarde la Directrice générale du FMI la qualifie de « croissance médiocre ». Larry Summers, l'ancien Secrétaire d'Etat au trésor, parle d'une stagnation séculaire. Mohamed Al-Arian, l'Economiste en chef du Groupe Allianz, évoque un « new normal » pour dire que les périodes de croissance fortes sont derrière nous. Les qualifications changent mais la réalité est la même: la croissance mondiale éprouve les plus grandes difficultés à retrouver le rythme qui était le sien avant la grande crise. Cette atonie de la croissance va avoir des effets négatifs sur la croissance de l'activité bancaire dans le monde.

L'atonie de la croissance s'est poursuivie au cours de l'année 2015 avec une croissance mondiale de 3,1% en baisse par rapport à l'année passée. Les performances des pays développés sont restées faibles et n'ont pas dépassé une croissance de 1,9%. La croissance américaine a été plus marquée (2,4%) que la croissance européenne (1,6%) même si elle s'est légèrement raffermie depuis l'année 2014.

Mais, l'année 2015 a connu de nouveaux développements qui ont renforcé le scepticisme des observateurs. En effet,

les pays émergents qui étaient jusque-là la locomotive de l'économie mondiale depuis la grande crise ont enregistré un tassement de leur croissance durant l'année 2015 qui s'est située à un taux de 4%. Les grands pays émergents n'ont pas pu renouveler leurs performances des années post-crise pour différentes raisons. Le Brésil est englué dans une crise politique sans précédent qui a été à l'origine de la destitution de la présidente Dilma Rousseff. L'Afrique du Sud et la Russie sont confrontées de manière frontale à la baisse des cours de matières premières alors que la Chine rencontre les plus grandes difficultés à opérer la transformation de son modèle de développement et à faire de son marché intérieur la source de croissance. Seule l'Inde échappe à la morosité ambiante des pays émergents et a maintenu une croissance élevée au cours de l'année 2015.

La faiblesse de la croissance a touché le commerce mondial dont le rythme de progression a enregistré un recul important au cours de l'année 2015, avec un rythme de 2,8% alors qu'elle se situait autour de 3,4% en 2014.

La faiblesse de la croissance dans l'économie mondiale et surtout son recul dans les pays émergents ont été à l'origine d'une baisse de la demande des matières premières et surtout d'une chute sans précédent des cours. Cette chute qui a commencé en 2014 s'est renforcée en 2015 et a atteint -47,2%. La chute des cours a été à l'origine d'une crise économique sans précédent dans tous les pays producteurs de pétrole et s'est traduite par une baisse de leur demande à l'économie mondiale, ce qui a renforcé les tensions récessionnistes de l'économie mondiale.

Il faut également noter un recul important de l'inflation dans l'économie mondiale qui enregistre une baisse de près d'un point entre 2014 et 2015. Cette baisse n'encourage pas les investissements et incite les acteurs économiques à reporter leurs projets de consommation et d'investissement.

La fragilité de la croissance s'est renforcée au cours de l'année 2015 par la baisse de la croissance des pays émergents et la chute des cours de matières premières, particulièrement celle des produits pétroliers. La faiblesse de cette croissance inquiète les experts d'autant plus qu'elle s'accompagne de fortes tensions déflationnistes.

Les responsables politiques ont cherché à apporter des réponses à cette crise qui dure à travers la mise en place par les grandes banques centrales de politiques monétaires expansionnistes, notamment par l'injection massive de liquidités, ce qu'on a appelé le «Quantitative Easing». Cependant, ces politiques n'ont pas encore donné les effets escomptés du fait de l'absence des politiques budgétaires adéquates et du manque de coordination des politiques économiques.

L'Afrique dans l'économie globale

Même si l'Afrique continue à enregistrer d'importantes performances de croissance, elle a connu au cours de l'année 2015 une baisse de sa croissance qui est passée de 3,7% en 2014 à 3,6%. La baisse a été plus marquée en Afrique au Sud du Sahara avec une croissance qui est passée de 5% en 2014 à 3,6% en 2015. C'est la crise de l'Afrique du Sud qui a pesé sur les performances du continent en 2015 dans la mesure où l'Afrique au Sud Sahara a connu une croissance de 4,2% si on exclut l'Afrique du Sud.

Plusieurs raisons expliquent ce recul de la croissance africaine, particulièrement le recul de la croissance mondiale et la chute de la demande sur les exportations africaines. Il faut également rajouter à ce facteur la baisse des cours des matières premières africaines qui a lourdement pesé sur les grands exportateurs africains.

L'ensemble des régions africaines a été touché par la récession et a vu leurs performances reculer au cours de l'année 2015. Les deux régions qui portaient la croissance africaine à savoir l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest ont connu d'importants fléchissements de leurs dynamiques économiques. En Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, les taux de croissance sont passés respectivement de 6,1% en 2014 à 3,7% en 2015 et de 6% en 2014 à 3,3% en 2015.

L'Afrique du Nord a connu une importante progression même si la croissance annuelle de 2015 qui est de 3,5% est restée en dessous de la moyenne africaine.

En Afrique australe, la croissance qui était déjà faible en 2014 (2,8%) s'est encore détériorée en 2015 pour se situer à 2,2%.

Seule la région de l'Afrique de l'Est a maintenu un rythme élevé de croissance de 6,3% en 2015 avec un taux de croissance

Ces évolutions régionales de la croissance en Afrique ont une influence sur l'activité de notre Groupe. L'Afrique centrale a connu une baisse de la croissance ce qui a eu des effets sur nos activités. L'Afrique de l'Ouest a maintenu, en dépit de la baisse, un rythme de croissance élevé. L'Afrique de l'Est a maintenu des rythmes de croissance élevés en dépit de la baisse de la croissance du continent.

Les résultats économiques dans nos pays d'implantation

A ce niveau, on peut distinguer trois groupes de pays. Le premier groupe est celui des pays qui ont enregistré une forte croissance au cours de l'année 2015 à savoir le Cameroun (5,9%), la Côte d'Ivoire (7,9%), la République Démocratique du Congo (7,7%) et Sao Tomé et Príncipe (4%). L'ensemble de ces pays ont eu au cours de l'année 2015 une situation macroéconomique relativement stable avec une inflation maîtrisée et des déséquilibres interne et externe relativement bas.

Le second groupe est composé des pays ayant une croissance faible et qui était en dessous de la moyenne de la croissance africaine. On peut citer dans ce groupe le Bénin (3%), la Guinée (0,1%), le Libéria (0%), la Zambie (3,6%). Ces pays ont présenté des performances macroéconomiques moins bonnes que le premier groupe avec une inflation plus forte et des déséquilibres macroéconomiques beaucoup plus marqués.

Le troisième groupe est composé de pays qui sont en pleine crise économique avec une croissance négative. A ce niveau, on peut noter la forte récession de la Guinée Equatoriale qui réalise une croissance négative de -12,2% en 2015, du fait notamment de la baisse drastique des cours du pétrole. Il faut également mentionner que la croissance du Sud Soudan a été négative en 2015 et s'est située autour de -0,2% du fait du conflit politique qui sévit dans le pays. Ces pays ont également connu une forte détérioration de leur situation macroéconomique.

Les performances économiques des différents pays ont eu une influence sur les performances des différentes unités du Groupe.

L'environnement bancaire et les transformations de l'industrie bancaire

L'année 2015 a été marquée par d'importants défis pour l'industrie bancaire au niveau international. En effet, la crise financière de 2008 a mis les grandes banques internationales devant le défi de réduire la taille de leurs bilans, l'amélioration de leurs ratios de fonds propres et le renforcement de leurs politiques de gestion des risques.

Or, les réformes nécessaires n'ont pas toujours été mises en œuvre avec la célérité requise, ce qui a mis un grand nombre de banques internationales en difficulté.

Ces challenges ont été renforcés par l'exposition de certaines banques au secteur pétrolier. Ces défis expliquent en grande partie la baisse des résultats dans le secteur au cours de l'année 2015, avec des pertes très importantes pour certaines grandes banques.

L'ensemble du secteur bancaire a entamé ou a poursuivi d'importants projets et programmes de restructuration visant notamment une baisse des coûts et un repositionnement de la banque d'investissement.

AFG : les progrès et les réalisations en 2015

L'Afrique n'a pas échappé à ce contexte économique global difficile. En effet, la croissance a baissé par rapport aux années précédentes et les grands pays exportateurs de pétrole ont été touchés par la crise économique mondiale et la chute des prix du pétrole.

En dépit de ce contexte difficile, Le Groupe a poursuivi sa progression au cours de l'année 2015, notamment en consolidant ses fonds propres et la taille de son bilan, malgré une baisse relative de 25% du résultat positif de cette année par rapport à 2015.

En Afrique centrale, les banques du Groupe restent leaders sur leurs marchés qu'il s'agisse de la Guinée Equatoriale ou du Cameroun. L'assainissement du portefeuille se poursuit ainsi que le renforcement de la couverture des engagements. Les résultats du Groupe dans cette région ont été marqués par la chute des cours du pétrole en Guinée Equatoriale.

Par ailleurs, le Groupe a poursuivi son effort de développement et de diversification. Cette diversification est un choix stratégique qui a été retenu depuis quelques années afin de réduire sa dépendance vis-à-vis d'un groupe limité de pays. Ce choix s'est avéré pertinent et les banques du Groupe en Côte d'Ivoire, au Libéria, en République Démocratique du Congo et en Guinée ont connu une progression remarquable. Ces pays représentent un important potentiel de développement pour nos activités pour les années à venir.

Les activités de notre filiale au Sud Soudan continuent à souffrir de la crise politique et de la guerre qui sévit entre les belligérants.

L'activité en Zambie ne connaît pas la progression prévue du fait d'un contexte économique et institutionnel difficile. Une réflexion stratégique a été entamée par le Groupe sur l'avenir de nos activités dans ce pays.

Le groupe a également poursuivi ses activités pour favoriser son développement futur dans différentes régions africaines et des prospections ont été menées dans différents pays afin de renforcer la présence panafricaine du groupe.

Il faut aussi noter le lancement du travail de préparation d'un nouveau business plan qui devrait guider le développement de la vision du Groupe, ses objectifs ainsi que ses activités pour la période 2016-2020.

Le Groupe a également renforcé sa coopération avec les institutions financières internationales résolument engagées dans le développement du continent africain, une option qu'elle entend développer davantage.

La maîtrise du risque reste au cœur de nos préoccupations

Perspectives pour 2016

Les différentes projections des grandes institutions internationales montrent que l'économie mondiale va se stabiliser au cours de l'année 2016 dans une dynamique de croissance faible, avec un taux de croissance anticipé de 3,2%. Les perspectives de croissance des pays développés anticipent une stabilisation de la croissance moyenne autour de 1,9% comme cette année. Les Etats-Unis connaîtront une croissance plus forte qui atteindra 2,4%, alors que celle de la zone euro ne dépassera pas les 1,5%.

De leur côté, les pays émergents continueront à connaître un rythme de croissance modéré comparé à leurs performances des années post-crise avec une moyenne de 3% en 2016.

Le commerce mondial connaîtra en 2016 une légère progression et se situera autour de 3,1%. Par ailleurs, la baisse des matières premières sera moins marquée qu'en 2015. Enfin, l'inflation mondiale se relèvera légèrement pour se situer autour de 0,7% au cours de l'année 2016.

Ainsi, l'environnement économique mondial connaîtra en 2016 le même rythme et verra les mêmes tendances attentistes qu'en 2015. Cette conjoncture influencera l'industrie bancaire et pèsera fortement sur son évolution au cours de l'année 2016.

Les perspectives africaines en 2016

Les perspectives africaines au cours de l'année 2016 ne changeront pas significativement par rapport à celles de l'année 2015. La croissance africaine devrait se situer autour de 3,7% pour l'ensemble du continent. Il faut noter par contre un redressement de la croissance pour les pays au Sud du Sahara avec une croissance moyenne qui se situera autour de 4% en 2016.

L'amélioration des perspectives de croissance en Afrique au Sud du Sahara proviendra du ressaisissement de la croissance en Afrique centrale qui sera de 3,9% en 2016 et de la croissance en Afrique de l'Ouest qui atteindra 4,3%.

Cependant, l'Afrique australe continuera son enlèvement et la croissance ne sera que de 1,2% en 2016. L'Afrique du Nord se stabilisera à une moyenne de 3,3% alors que l'Afrique de l'Est enregistrera une légère baisse avec une croissance autour de 5,4%.

Les perspectives de croissance sont raisonnablement optimistes pour les activités de notre Groupe.

Les perspectives dans nos pays d'implantation en 2016

L'examen des perspectives de développement de nos pays d'implantation montrent les tendances suivantes.

D'abord, il faut souligner un retour de certains pays à un rythme de croissance plus soutenu, notamment la Guinée (4,1%), le Libéria (2,5%), Sao Tomé et Príncipe (5%).

La seconde tendance forte est le maintien d'un niveau de croissance élevée en Côte d'Ivoire (8,5%).

La troisième tendance est la réduction de la récession en Guinée Equatoriale dont la croissance négative sera moins forte que celle connue en 2015 (-7,4%).

La quatrième tendance est un maintien de la croissance à un niveau élevé, même si elle est en recul, au Cameroun (4,9%) et en République démocratique du Congo (4,9%).

Enfin, il faut noter l'approfondissement de la crise au Sud Soudan dont la croissance sera négative de -7,8% en 2016.

Les perspectives moyennes de croissance sont bonnes et devraient se traduire de manière positive sur les résultats de notre Groupe en 2016.

AFG : Les perspectives pour l'année 2016

Le Groupe est persuadé que les moments de crise ne sont pas des moments d'attente et de recul. Au contraire, il s'agit du moment de saisir les opportunités et de relever les défis. C'est cette philosophie qui animera le Groupe au cours de l'année 2016, une année de développement et de consolidation.

L'objectif du business Plan 2016-2020 est double. D'un côté, il faut consolider les différentes unités du Groupe et leur permettre de développer leurs activités et de mieux répondre à la clientèle et au développement de l'entrepreneuriat africain. De l'autre côté, ce plan s'est fixé comme objectif de favoriser le développement du Groupe dans les différentes régions de notre présence en Afrique centrale, Afrique de l'Ouest et Afrique Australe mais aussi dans de nouvelles régions notamment en Afrique de l'Est et en Afrique du Nord.

Nous restons persuadés que le continent africain recèle des opportunités. Grâce à notre détermination et avec l'appui de nos partenaires, nous participerons de manière significative au développement de notre continent.



Rencontre avec la Banque Islamique de Développement

China Development Bank

Notre partenaire privilégié pour le développement de l'Afrique



Faire des affaires avec intégrité et communiquer ouvertement avec toutes les parties prenantes.

Gouvernance

Promouvoir la diversité, l'égalité des chances, récompenser le talent et la valorisation du travail d'équipe.

Capital Humain

Promouvoir des relations avantageuses pour tous.

Partenariat

Mettre l'accent sur la satisfaction du client dans tout ce que nous faisons.

Qualité

Être de bons citoyens dans les communautés dans lesquelles nous vivons et travaillons

Rôle Civique

Encourager la créativité, l'innovation et l'utilisation des nouvelles technologies.

Innovation

Nos Projets futurs

Nous avons défini les principes directeurs pour 2014-2016, de manière à contribuer à la pérennité et au développement d'Afriland First Group. Ces principes sont les suivants :

- Maintenir la tendance de forte rentabilité des entités existantes
- Réussir dans le processus d'implémentation au vu des nombreuses opportunités d'expansion géographique encore possible
- Profiter de notre réseau pour accélérer la croissance
- Obtenir le financement nécessaire, pour soutenir la forte croissance interne et externe

Le futur de l'Afrique, c'est maintenant ! Avec Afreximbank



Photo : Signature accords de partenariat

Etats Financiers **2015**

Etats Financiers 2015

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2015

Avec chiffres comparatifs de l'année 2014

(Montants en Euro)

ACTIF	Notes	2015	2014
ACTIF CIRCULANT			
Trésorerie	4	173'116'930	232'993'308
Créances résultant de papiers monétaires		10'751'750	10'208'976
Créances sur les banques		383'550'803	386'275'841
Créances sur la clientèle	5	1'880'557'644	1'761'068'131
Portefeuilles de titres destinés au négoce et placements à court terme	6	28'464'860	42'900'937
Actifs de régularisation		46'222'673	34'469'842
Autres actifs		19'991'338	17'573'348
<i>Total actif circulant</i>		2'542'655'998	2'485'490'383
ACTIF IMMOBILISE			
Participations non consolidées	3	6'153'148	7'019'599
Participation mises en équivalence	3	1'248'914	2'124'461
Immobilisations corporelles	2.2	80'067'002	75'132'389
Immobilisations incorporelles	2.2	49'947'100	53'457'940
Immobilisations financières	7	81'810'545	77'811'479
<i>Total actif immobilisé</i>		219'226'709	215'545'868
TOTAL ACTIF		2'761'882'707	2'701'036'251

Bilan Consolidé

au 31 Décembre 2015

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2015

Avec chiffres comparatifs de l'année 2014

(Montants en Euro)

PASSIF	Notes	2015	2014
CAPITAUX ETRANGERS A COURT TERME			
Engagements résultant de papiers monétaires		9'650'182	10'046'881
Engagements envers les banques		323'169'824	173'017'582
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placement		494'744'039	450'194'574
Autres engagements envers la clientèle	8	1'227'313'203	1'397'208'528
Obligations de caisse		187'459'643	159'215'868
Passifs de régularisation		55'910'159	38'884'981
Autres passifs		21'364'989	19'116'439
Correctifs de valeurs et provisions		13'793'141	31'988'573
<i>Total capitaux étrangers à court terme</i>		2'333'405'180	2'279'673'426
CAPITAUX ETRANGERS A LONG TERME			
Ecart d'acquisition négatif		34'501	69'003
Prêts envers les actionnaires	9	1'950'462	565'135
Total capitaux étrangers à long terme		1'984'963	634'138
Réserves pour risques bancaires généraux		197'085'805	207'756'269
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions		92'630'084	92'630'084
Réserve légale issue du bénéfice		1'896'883	1'434'233
Réserves facultatives issues du bénéfice		62'912'618	49'215'382
Part des minoritaires	3.1	60'187'003	58'492'661
Ecart de conversion	3.2	4'033'354	227'913
Résultat de l'exercice		7'746'817	10'972'145
<i>Total capitaux propres</i>		229'406'759	212'972'418
TOTAL PASSIF		2'761'882'707	2'701'036'251

Hors Bilan Consolidé

au 31 Décembre 2015

HORS-BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2015

Avec chiffres comparatifs de l'année 2014

(Montants en Euro)

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

	2015	2014
Engagements conditionnels	385'582'138	472'121'305
Engagements irrévocables	39'455'793	12'894'817
Crédits par engagement	1'246	1'231
Total engagements hors-bilan	425'039'177	485'017'353

Il s'agit des cautions, avals et autres engagements par signature délivrés par les sociétés du Groupe.

Comptes de Pertes et Profits

COMPTE DE PERTES ET PROFITS CONSOLIDE

Avec chiffres comparatifs de l'année 2014

(Montants en Euro)

	Notes	2015	2014
RESULTAT DES OPERATIONS D'INTERETS			
Produit des intérêts et des escomptes		128'908'775	166'992'542
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		417'027	212'910
Charges d'intérêts		-37'613'268	-34'098'120
<i>Sous-total résultat net des opérations d'intérêts</i>		<i>91'712'534</i>	<i>133'107'332</i>
RESULTAT DES OPERATIONS DE COMMISSIONS ET DES PRESTATIONS DE SERVICES			
Produit des commissions sur les opérations de crédits		19'105'669	19'672'761
Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres		756'491	-
Produit des commissions sur les autres prestations de service		13'134'866	17'023'964
Charge de commissions		-1'137'767	-381'511
<i>Sous-total résultat des opérations de commissions et des prestations de services</i>		<i>31'859'259</i>	<i>36'315'214</i>
RESULTAT DES OPERATIONS DE NEGOCE			
Sous-total résultat des opérations de négoce		99'097	7'622
AUTRES RESULTATS ORDINAIRES			
Autres produits ordinaires		34'576'131	22'972'172
Autres charges ordinaires		-8'865'270	-1'705'358
Sous-total autres résultats ordinaires		25'710'861	21'266'814
CHARGES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	10	-21'610'966	-16'655'572
Autres charges d'exploitation		-51'879'622	-50'857'265
Sous-total charges d'exploitation		-73'490'588	-67'512'837
Amortissement et dépréciation		-14'168'497	-11'866'631
Correctifs de valeurs, provisions et pertes		-54'914'074	-93'779'888
RESULTAT OPERATIONNEL		22'193'209	17'537'626
Quote-part du résultat dans les participations mises en équivalence		-1'464'011	-4'809
Produits exceptionnels	11	31'022'473	22'521'865
Charges exceptionnelles		-1'400'500	-2'854'008
Impôts		-16'744'569	-12'993'761
RESULTAT DE LA PERIODE		18'221'987	24'206'913
<i>Part du Groupe</i>		<i>7'746'817</i>	<i>10'972'145</i>
<i>Part des minoritaires</i>		<i>10'475'170</i>	<i>13'234'768</i>

Notes sur les Comptes Annuels Consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

Avec chiffres comparatifs de l'année 2014

(Montants en Euro)

FLUX DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	
Bénéfice annuel	18'221'987
Provisions	54'914'074
Amortissements	14'168'497
Variation provision pour risques bancaires généraux	-65'584'537
Variation des actifs de régularisation	-14'170'820
Variation des passifs de régularisation	18'584'408
Total flux de trésorerie d'exploitation	26'133'607
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	
Investissements	9'640'183
- Investissements dans des immobilisations corporelles	2'176'364
- Investissements dans des immobilisations incorporelles	766'306
- Investissements dans des immobilisations financières	5'782'927
- Investissements dans des portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	914'586
Désinvestissements	-13'053'444
- Désinvestissements d'immobilisations corporelles	-609'916
- Désinvestissements d'immobilisations incorporelles	-1'880'790
- Désinvestissements d'immobilisations financières	-5'065'551
- Désinvestissements de portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	-5'497'187
Total flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-3'413'261
<i>Free Cash flow</i>	<i>22'720'346</i>
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	
Flux de trésorerie provenant de prêts clients	-127'307'250
Augmentation des créances	-290'330'812
- Augmentation des créances sur les banques	-120'191'783
- Augmentation des créances sur la clientèle	-166'844'791
- Augmentation des créances résultant de papiers monétaires	-3'294'238
Remboursement des créances	163'023'562
- Diminution des créances sur les banques	112'916'820
- Diminution des créances sur la clientèle	47'355'277
- Diminution des créances résultant de papiers monétaires	2'751'465
Flux de trésorerie provenant de dépôts client	52'653'458
Augmentation des engagements	309'328'282
- Augmentation des engagements résultant de papiers monétaires	2'354'765
- Augmentation des engagements envers les banques	155'248'091
- Augmentation des engagements envers la clientèle sous forme d'épargne	44'549'465
- Augmentation des autres engagements envers la clientèle	78'932'185
- Augmentation des obligations de caisse	28'243'776
Diminution des engagements	-256'674'824
- Diminution des engagements résultant de papiers monétaires	-2'751'465
- Diminution des engagements envers les banques	-5'095'848
- Diminution des autres engagements envers la clientèle	-248'827'511
Sous-total flux de trésorerie lié à l'activité bancaire	-74'653'792
Flux de trésorerie provenant des emprunts	-6'155'285
- Nouveaux emprunts	1'524'490
- Remboursement des emprunts	-7'679'775
Flux de trésorerie lié aux fonds propres	-5'593'086
- Distribution de dividendes	-5'593'086
Sous-total flux de trésorerie non lié à l'activité bancaire	-11'748'371
Total flux de trésorerie provenant des activités de financement	-86'402'163
Variation du fonds de trésorerie	-63'681'817
Solde de liquidités au début de l'exercice	232'993'308
Différence de cours sur les soldes de trésorerie	3'805'439
Solde de liquidités à la fin de l'exercice	173'116'930

Notes sur les Comptes Annuels Consolidés

1. Activité de la société

Afriland First Group SA, Neuchâtel, (« la Société »), est une société de droit suisse créée le 19 mars 2008. Le siège de la Société est situé 7 rue des Falaises, 2000 Neuchâtel. Son capital social est de 138'439'707 actions nominatives de CHF 1 et son activité consiste en l'achat, l'administration et gestion, ainsi que la vente de participations en Suisse et à l'étranger.

La société a investi dans plusieurs institutions bancaires et non-bancaires, en Suisse et à l'étranger, en Afrique principalement.

2. Résumé des principes comptables

2.1 Règles de consolidation

Les principes de consolidation utilisés dans la préparation des états financiers consolidés sont en conformité avec le nouveau Code des Obligations suisse (« CO »).

Les comptes consolidés sont issus des comptes annuels audités d'Afriland First Group SA et des entreprises de son portefeuille d'investissement au 31 décembre 2015.

Certaines informations comparatives pour l'exercice 2014 ont été modifiées pour se conformer à la présentation de l'exercice 2015, afin d'améliorer la qualité de l'information présentée au bilan, sans impact sur le résultat et les fonds propres.

2.2 Autres principes comptables

Les immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production interne, après déduction des amortissements cumulés.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition incluant les frais de dépôts et de protection après déduction des amortissements cumulés. Le goodwill créé est amorti sur une période de 20 ans.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire selon des durées d'utilisation présumées, aux taux suivants :

	Taux annuel
Agencements et installations	5 % - 10 %
Matériel de bureau	10 % - 25 %
Matériel de télécommunication	25 %
Matériel informatique	33.33 %
Matériel de transport	25 %

La Société met en œuvre, au moins une fois par an, des tests de dépréciation pour tester la valeur des goodwill. De même, chaque fois qu'un indice de pertes de valeur est identifié, un test de dépréciation permettant d'identifier un potentiel écart entre la valeur comptable et la valeur recouvrable d'un actif est réalisé. Le cas échéant, les corrections de valeurs nécessaires sont effectuées.

3. Principes de consolidation

3.1 Périmètre de consolidation

Les entreprises détenues à plus de 50 %, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les postes de l'actif et du passif, les charges et les produits sont repris à (100%). La part des actionnaires minoritaires dans les réserves et le bénéfice net (intérêts minoritaires) est indiquée séparément dans le bilan consolidé et dans le compte de résultat consolidé.

Les entreprises dans lesquelles Afriland First Group SA détient entre 20 % et 50 % des droits de vote sont consolidées avec la méthode de la mise en équivalence. Une participation est initialement enregistrée au coût d'acquisition, elle est ensuite ajustée en fonction de la quote-part du résultat net de l'entreprise.

Les participations détenues à moins de 20 % sont indiquées au prix d'acquisition après déduction des provisions nécessaires dans la rubrique « participations non-consolidées ».

Notes sur les Comptes Annuels Consolidés

3.2 Participations consolidées

Les participations ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale, à l'exception d'Afriland First Bank Sud-Soudan qui a été intégrée selon la méthode de mise en équivalence.

• Investissement en Guinée Conakry

Au cours de l'année 2015, Afriland First Group SA a investi EUR 1'014'779 au titre de sa quote-part à l'augmentation du capital de Afriland First Bank Guinée.

• Investissement en Zambie

Intermarket Banking Corporation Zambia Ltd a procédé en 2015 à une augmentation de EUR 840'499, réservée à Afriland First Group SA. Cette opération a porté le pourcentage de détention de cette dernière à 93.53%, contre 90 % en 2014.

• Investissement au Sud Soudan

En 2015, Afriland First Group SA a investi EUR 365'120 au titre de sa quote-part de participation à l'augmentation de capital d'Afriland First Bank Sud Soudan.

• Date de clôture

La date de clôture de l'exercice pour toutes les sociétés est le 31 décembre 2015.

• Conversion de devises

L'euro est la monnaie fonctionnelle et de présentation des états financiers consolidés.

Les états financiers des sociétés en portefeuille sont présentés dans les monnaies locales respectives. Le tableau ci-dessous récapitule les monnaies de présentation de chaque société:

FCFA (XAF)	Afriland First Bank Cameroon, CCEI Bank GE, Afriland First Bank Côte d'Ivoire, CCEI Benin, Intelligentsia, African Leasing Company
STP	Afriland First Bank Sao Tomé
CDF (RDC)	Afriland First Bank Democratic Republic of Congo
ZMW	Intermarket Banking Corporation (Zambia) Ltd
LRD	Afriland First Asian American Bank Liberia
GNF	Afriland First Bank – Conakry
SSP	Afriland First Bank South Sudan
CHF	Afriland First Group Management SA

Les transactions en devises sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change résultant du règlement d'éléments monétaires à des taux différents de ceux dans lesquels ils ont été initialement enregistrés sont comptabilisées dans le compte de résultat consolidé de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les états financiers individuels de chaque société du Groupe sont tenus dans la monnaie de l'environnement économique primaire dans lequel elle opère (sa monnaie fonctionnelle). Les actifs et les passifs des filiales consolidées sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux taux de change moyens de l'année. Tous les écarts de conversion sont inclus dans la réserve de conversion.

Notes sur les Comptes Annuels Consolidés

Les taux de clôture et taux moyens annuels sont :

CCY	Taux de Clôture 31.12.2015	Taux moyen 2015	Taux de Clôture 31.12.2014	Taux moyen 2014
FDC/ EUR	990.86	1010.85	1104.62	1206.11
STP/ EUR	24223.50	24246.62	24219.00	24264.47
CHF/ EUR	1.08	1.07	1.20	1.21
FCFA/EUR	656.00	656.00	656.00	656.00
ZMK/EUR	11.93	9.64	7.73	8.13
USD/EUR	1.09	1.11	1.22	1.33
LRD/EUR	91.61	95.19	110.61	116.83
SSP/EUR	16.67	5.30	3.59	3.90
GNF/EUR	8345.62	7984.64	8377.65	9159.95

• Elimination des soldes et transactions intragroupe

Toutes les opérations intragroupes, à savoir les dettes, les créances, produits et charges, sont éliminées.

• Goodwill / Badwill

Lors de la première consolidation de chaque unité et, le cas échéant, à la date où Afriland First Group SA a acheté des actions supplémentaires, un écart d'acquisition (goodwill ou badwill), est calculé en prenant la différence entre le prix d'acquisition de la participation et sa juste valeur. Tout écart

positif, appelé « goodwill », est enregistré dans la catégorie des « immobilisations incorporelles » et amorti sur une période de 20 ans pour tous les goodwills enregistrés avant le 1er janvier 2015, et sur une période de 10 ans pour tous les nouveaux goodwills enregistrés après le 1er janvier 2015. Tout écart négatif, appelé « badwill », est enregistré dans la rubrique « écart d'acquisition négatif » et repris sur une période de 5 ans.

4. Liquidités

	2015	2014
Compte courant auprès des banques centrales	109'171'238	137'733'534
Caisse	63'945'692	95'259'774
Total liquidités	173'116'930	232'993'308

5. Créances sur la clientèle

	2015	2014
Créances brutes sur la clientèle	1'835'786'280	1'701'277'281
Créances impayées et douteuses	235'029'420	210'083'540
Provisions	-190'258'056	-150'292'690
Créances sur la clientèle	1'880'557'644	1'761'068'131

3- La livre sud-soudanaise est la devise officielle du Soudan du Sud. Nous notons des difficultés concernant l'obtention du taux officiel, ainsi qu'une forte variation du taux SSP/EUR en 2016 résultant en une baisse de 93% de la valeur du SSP par rapport à l'EUR entre le 31 décembre 2015 et le 13 juillet 2016.

Notes sur les Comptes Annuels Consolidés

6. Portefeuille de titres destinés au négoce et placements à court terme

	2015	2014
Bons de caisse	1'284'132	14'188'782
Investissements en actions	946'358	228'984
Placements à court terme	26'234'370	28'483'171
Portefeuille de titres destinés au négoce et placements à court terme	28'464'860	42'900'937

7. Immobilisations financières

	2015	2014
Titres public immobilisés	73'941'140	76'646'985
Titres privés immobilisés	1'573'933	1'574'410
Obligations et bons du trésor	-	74'695
Investissements détenus jusqu'à l'échéance	10'203'102	1'800'401
Immobilisation financière brutes	85'718'175	80'096'491
- Provision	-3'907'630	-2'285'012
Immobilisation financières nettes	81'810'545	77'811'479

8. Autres engagements envers la clientèle

	2015	2014
Dépôts à terme	233'497'827	227'173'406
Dépôts à vue	993'815'376	1'170'035'122
Autres engagements envers la clientèle	1'227'313'203	1'397'208'528

9. Prêts envers les actionnaires

	2015	2014
Engagements de 1 à 5 ans	-	-
Engagements de plus 5 ans	1'950'462	565'135
Prêts envers les actionnaires	1'950'462	565'135

Notes sur les Comptes Annuels Consolidés

10. Charges de personnel

Le poste correspond aux charges de salaires et d'assurances sociales des employés du Groupe. En 2015, la moyenne annuelle des emplois à plein temps est de 1'322.

11. Explication concernant les postes exceptionnels

Les produits exceptionnels sont essentiellement composés de reprises de provisions qui ne sont plus économiquement nécessaires. Afriland First Group SA a notamment dissous un montant de CHF 15'384'616 de la réserve pour risques bancaires généraux, qui n'était pas affecté à un risque spécifique ou une charge particulière.

12. Montants payés aux organes de révision

	2015
Prestations en matière de révision	589'171
Autres prestations de service	-
Montants payés aux organes de révision	589'171

13. Dettes envers les institutions de prévoyance

La filiale AFGM a une dette envers l'institution LPP d'un montant de 4'020 EUR (4'353 CHF) au 31 décembre 2015 (2014 :0).

14. Autres informations légales (Code des obligations Suisse)

En raison du fait que les entreprises étrangères du Groupe sont soumises aux dispositions légales et réglementaires des pays dans lesquels elles sont incorporées, le Groupe n'est pas en mesure de présenter les informations relatives aux fonds de pension et les informations relatives au crédit-bail.

15. Evénements importants survenus après la date de clôture bilan

- Le 20 janvier 2016, Afriland First Group SA s'est porté garant dans le cadre d'un prêt de EUR 36'000'000 accordé à Afriland First Bank Cameroun. Selon les termes du contrat, le remboursement du prêt aura lieu en 10 versements de montants décroissants, payés tous les 6 mois, jusqu'à la date de remboursement intégral fixée au 20 janvier 2023.
- Le 13 mai 2016, Afriland First Group SA a vendu la totalité de la participation qu'elle détenait (93.53%) dans Intermarket Banking Corporation Zambia Limited pour un montant de USD 561'180. Au 31 décembre 2015, la totalité du goodwill correspondant à cette participation a été dépréciée.

Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée générale de
Afriland First Group SA, Neuchâtel

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés ci-joints de Afriland First Group SA, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes, le tableau de flux de trésorerie ¹ et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 ch. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

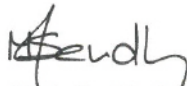
Nous vous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le fait que l'Assemblée Générale ne s'est pas tenue dans les six mois suivants la clôture des comptes au 31 décembre 2015, ce qui est en violation avec l'art. 699 al. 2 CO.

Deloitte SA



Thierry Aubertin
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Marie-Sophie Jendly
Expert-réviseur agréée

Genève, le 28 juillet 2016
THA/MJS/hag

Annexes :

- Comptes annuels (bilan, compte de profits et pertes et annexe)

Ce rapport est publié par Afriland First Group SA.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de restitution, ou transmise, sous quelque forme et par quelque moyen, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation écrite préalable de:

Afriland First Group SA,

Route des Falaises 7

2000 Neuchâtel- Switzerland.

Pour plus d'informations, veuillez nous contacter au:

Telephone: +41 32 710 18 18

Fax: +41 32 710 18 17

Email: secretariat@afilandfirstgroup.com

www.afilandfirstgroup.com

©Copyright Afriland First Group SA 2015

Tous les droits sont réservés.